



**Extrait du Registre des Délibérations**  
**Comité Syndical**  
**Séance du jeudi 30 octobre 2025**

**Date de la convocation : lundi 20 octobre 2025**

**Étaient Présents :**

**Membres titulaires :**

Nicolas PATRIARCHE, Jean-Claude BOURIAT, Michel CAPERAN, AMARA Mohamed, BALEIX Jean-Michel, BAREILLE Muriel, BERTONAZZI Kenny, BILLE Michel, BONNEMASON-CARRERE Christelle, CALDERONI Jean-Louis, CHENEVIÈRE Thibaud, DANAN Gilbert, DENAX Jean-Marc, DUDRET Victor, DUMAS Stéphanie, DUVIGNAU Philippe, GOMMY Frédéric, LACOSTE Yves, LEROUX-MENESTREY Jacques, LIPSOS-SALLENAVE Véronique, LOCATELLI Jacques, MARTEEL Françoise, MESTELAN Marie-Laure, NAHON André, NE Marie-Claire, REVEL Valérie, SEGOT Joël, TESSON Gilles, WOLFS Patricia,

**Membres suppléants :**

BERNOS Michel suppléé par Pierre HAMELIN, PEES Francis suppléé par Didier RIVIERE, RODRIGUEZ Karine suppléée par Jean-Marc ARBERET,

**Étaient représentés :**

Jean-Yves COURREGES donne pouvoir à Michel CAPERAN, BAYROU François donne pouvoir à Nicolas PATRIARCHE, PERES Jean-Louis donne pouvoir à Gilbert DANAN,

**Étaient excusés :**

ARDOY Monique, BOUCHANNAFA Naija, BUSSY Marion, DAMIAN-PICOLLET François, JACOTTIN Arnaud, JOHNSON-LE-LOHER Clarisse, LAURAND Régis, ROY Pauline,

**Étaient absents :**

BARTOLOMEO Patrice, CASTET Eric, CLABE Frédéric, DAVAN Frédéric, ISAAC-LAVIGNE Gwendoline, LALANNE Jean-Yves, MARQUE Bernard,

**Secrétaire de séance : Stéphanie DUMAS**

## **2- Orientations budgétaires 2026**

**Rapporteur :** Monsieur Nicolas PATRIARCHE

Mesdames, Messieurs,

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024 a débuté le nouveau contrat de service public avec la SPL STAP, d'une durée de 6 ans, avec comme échéance le 31 décembre 2029.

**a. Orientations générales**

Selon les dernières estimations économiques de septembre par l'INSEE et la Banque de France, **le PIB national**, pénalisé par l'instabilité politique et les droits de douane américains, **progresserait de 0.9 % en 2026**, soit une perte de 0.3 points par rapport aux prévisions initiales du ministère de l'Economie. C'est légèrement supérieur à 2025 (0.7 %), mais inférieur à la croissance de 2024 (1.1 %). Le pays est donc dans une situation économique stationnaire.

**L'inflation** quant à elle devrait rester inférieure à 2 %, avec une **projection de 1.3 % en 2026** et 1.8 % en 2027. Ce taux d'inflation modeste escompté pour 2026 ne signifie néanmoins pas que les prix vont revenir à leur niveau d'avant 2022.

Il est également rappelé qu'en janvier 2025, les prévisions d'inflation pour 2026 étaient autour de 2.1% ; aussi le taux aujourd'hui annoncé de 1.3 % oblige à une grande prudence sur la prospective financière du syndicat, notamment sur la partie recettes.

**b. Éléments du cadrage prospectif**

Le contexte inflationniste a paradoxalement été favorable depuis 2022 au syndicat puisque la majeure partie du versement mobilité est constituée de salaires du secteur privé qui sont indexés sur l'inflation. S'y rajoute la hausse du point d'indice qui a été accordée aux fonctionnaires. Cela a permis d'absorber financièrement le recul de fréquentation constaté en 2020.

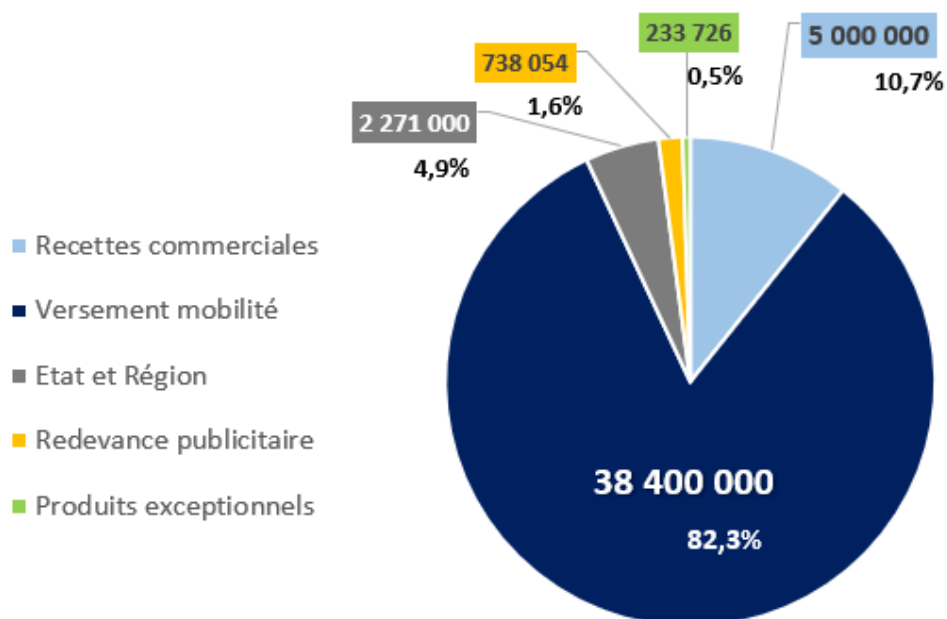
Néanmoins, le ralentissement actuel important de l'inflation, s'il est vertueux pour la trajectoire des dépenses, aboutit mécaniquement à un ralentissement de la progression du versement mobilité.

Si l'on considère les projections du versement mobilité pour l'année 2025, on constate ce fort ralentissement de l'inflation :

VM 2020	VM 2021	VM 2022	VM 2023	VM 2024	VM 2025
30 132 041	32 059 962	34 262 699	36 036 529	37 755 193	38 400 000
	+ 6.4%	+ 6.9%	+ 5.1%	+ 4.7%	+ 1.7%

Sachant que le taux d'inflation est prévu à seulement 1.3% en 2026, ce qui conduirait à une **augmentation du versement mobilité réduite à 0.5 M €** sur l'année (contre un rythme de 1.5 à 2 M€ les années précédentes), il est rappelé que les marges financières du syndicat dépendent essentiellement :

- D'une part des économies de gestion qu'il est nécessaire de rechercher en permanence dans l'exécution du contrat de service public avec la STAP ;
- D'autre part du niveau de taux du versement mobilité, sachant que les recettes autres que le VM ne représentent que 17% des produits de fonctionnement (détail des projections de recettes 2025 ci-après).



Le **plan pluriannuel d'investissement** est prioritairement composé du renouvellement de la flotte et des équipements du réseau d'IDELIS (véhicules, billettique, systèmes informatiques, mobilier urbain, etc.), tel qu'il a été acté lors de la signature du nouveau contrat, ce qui représente en moyenne 7.5 M€ / an.

Etant donné que le Budget Primitif 2026 sera voté avant les résultats du Compte Financier Unique (qui est la fusion du compte administratif et du compte de gestion), seules les opérations nouvelles programmées sur 2026 seront inscrites à la section d'investissement. Les restes à réaliser ultérieurement constatés à la fin de l'année 2025 seront incorporés lors du Budget Supplémentaire qui aura lieu courant juin 2026.

### c. Projet de budget

Il est précisé à nouveau que le Budget Primitif sera voté avant incorporation des résultats du Compte Financier Unique 2025.

#### Recettes réelles de fonctionnement

Les principales ressources du Syndicat sont constituées par :

- Le Versement Mobilité (VM)
- Les recettes commerciales : titres de transports et redevance publicitaire
- Les dotations et subventions

**Pour l'année 2026, les recettes réelles de fonctionnement sont estimées à 45.3 M€, hors reprise de l'excédent de fonctionnement de l'exercice antérieur.**

Le VM reste la principale ressource et représente 83% de nos recettes de fonctionnement. Au vu de la baisse importante de l'inflation attendue à 1.3%, une recette prudente de **37.5 M€** sera inscrite pour construire notre budget, soit l'équivalent des recettes du VM en 2024.

Le montant des recettes commerciales avec le reversement des titres de transport par la STAP attendu en 2025 sera de **5 M€** conformément au nouveau contrat de service public et à son avenant n°1.

La redevance publicitaire versée par Clear Channel devenu Cityz Media est estimée à **600 k€**. A noter que le marché de redevance publicitaire expire au 31 décembre 2025 et qu'un nouveau marché est en préparation pour être effectif en 2026.

Les dotations restent également stables à **2.2 M€**. Il s'agit de la DGD et du reversement par la Région de la compensation au titre du transfert des transports scolaires.

#### Dépenses réelles de fonctionnement

**Pour l'année 2026, les dépenses réelles de fonctionnement sont estimées à 39.1 M€, soit un montant équivalent au budget 2025 (39 M€).**

Le contrat avec la SPL-STAP prévoit, pour l'année 2026, une contribution du syndicat de 33.1 M€ en € valeur 2025 ; les hypothèses d'indexation en €<sub>2026</sub> conduisent à estimer une contribution de 34,3 M€, auxquels s'ajoutent les 350 k€ annuels non indexés prévus dans l'avenant n°1 au contrat. Soit un montant de 34.6 M€. Auquel s'ajoute également le montant prévisionnel de l'avenant en cours, soit 400 k€ annuels. Soit un total final de **35 M€**.

Le montant de l'aide à l'achat vélo est estimé à **200 k€**.

Les cotisations aux organismes tiers (AUDAP, syndicat NAM...) et indemnités sont estimées à **200 k€**.

Les dépenses à caractère général sont estimées à **1.5 M€**.

Le remboursement des charges du personnel mis à disposition à la CA PBP sera de **1.4 M€**.

Les frais d'intérêts de la dette se montent à **900 k€**.

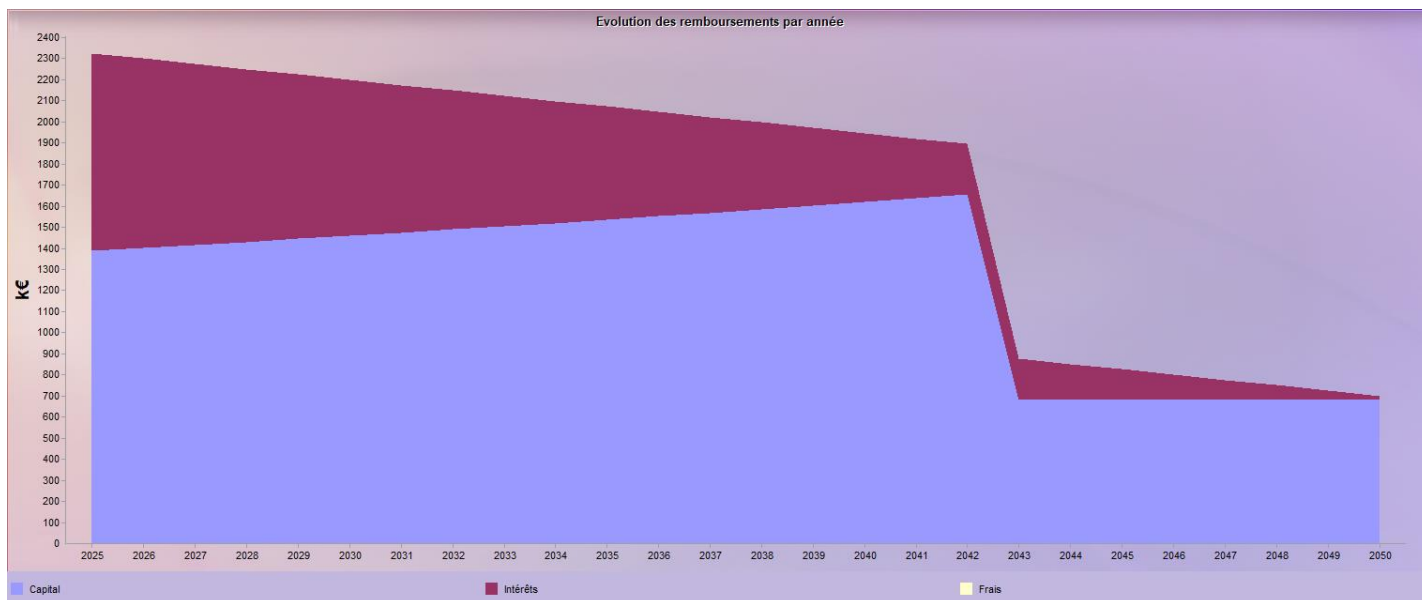
Ces dépenses de fonctionnement sont financées en totalité par les recettes de fonctionnement.

#### La dette et les perspectives d'évolution des charges financières

Le montant de la dette du syndicat au 01/01/2026 est de **31.3 M€**.

Pour l'année 2026, 1.5 M€ de remboursement de capital sont à inscrire à la section d'investissement et 900 K€ de frais financiers à la section de fonctionnement.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, 2 prêts subsistent : ceux de la Caisse d'Epargne et de la Caisse des Dépôts qui ont servi à financer le BHNS (20 M€ chacun). En conséquence, le syndicat reste encore fortement endetté jusqu'en 2042, date d'échéance de l'un de ces prêts.



Or il faudra à nouveau recourir à l'emprunt en 2026 pour financer la section d'investissement. Le niveau de dette va donc rester constant pendant de nombreuses années.

Le ratio actuel de désendettement est de 3.63 ans. Il pourrait augmenter de 1.5 chaque année si l'épargne nette du syndicat, et donc son autofinancement, ne s'améliore pas. Or il doit être maîtrisé pour permettre au syndicat d'assurer sa solvabilité financière dans la durée.

A cet effet, il est indispensable de maintenir un niveau d'épargne suffisant par une forte maîtrise des dépenses de fonctionnement et par une réflexion sur le niveau de recettes (taux du VM, tarifs commerciaux).

### Dépenses réelles d'investissement

**Les dépenses réelles d'investissement sont estimées à 12 M€.**

Concernant l'autorisation de programme Equipement du réseau : un montant de **7.9 M€** hors restes à réaliser est prévu pour financer le renouvellement des équipements d'IDELIS.

Cette AP couvrira notamment en 2026 :

- La suite des études préalables au projet de réhabilitation du site de la STAP avenue Larribau, essentiellement l'atelier et le stationnement pour l'accueil des nouveaux bus électriques ;
- La poursuite du verdissement de la flotte des bus : 8 bus électriques doivent être livrés en 2026 ;
- La poursuite et la finalisation des travaux de mise en éclairage de l'ensemble des abribus ;
- La poursuite des travaux de mise en accessibilité des quais ;

Les autres projets à engager en 2026 :

- Funiculaire : **600 k€** en prévision de la grande inspection des cabines ;
- Chronobus et autres aménagements : **1.6 M€** de travaux, études et acquisitions foncières
- PCRT : **200 k€** pour l'achat de logiciel et d'installation
- Mobilités douces : **200 k€**

**L'autofinancement se monte à 2.1 M€** en 2026, hors reprise des excédents 2025.

Aussi il est nécessaire de financer la section d'investissement par un **emprunt d'équilibre de 5.9 M€**. Cet emprunt sera minoré des excédents constatés au compte financier 2025.

Point sur les amortissements

Les amortissements ne sont pas des dépenses et recettes réelles, néanmoins il s'agit d'écritures d'ordre obligatoires qui doivent être couvertes par l'épargne brute et qui sont analysées dans la prospective financière.

Compte tenu du basculement des actifs du BHNS qui a eu lieu en 2025, le niveau des amortissements des immobilisations se monte à **5 M€**. Il s'agit d'une dépense de fonctionnement et d'une recette d'investissement.

En parallèle, le syndicat amortit les subventions reçues et affectées à ces immobilisations. Ce montant est de **1 M€**. Il s'agit d'une dépense d'investissement et d'une recette de fonctionnement.

**Le delta, qui représente 4 M€**, est couvert par l'épargne dégagée par le syndicat. L'autofinancement mentionné au paragraphe précédent est calculé après déduction de ce montant ]

**Après avis de la Commission Mixte du 15 octobre 2025 et du Bureau du 15 octobre 2025, il appartient au Comité Syndical de bien vouloir :**

**1 – Prendre acte de la présentation des orientations budgétaires 2026 telles qu'exposées ci-dessus. ]**

**Conclusions adoptées  
A l'unanimité**

**Suivent les signatures,  
Pour extrait conforme,**